RAPPORT ANNUEL 1998

NTELEC
MMUNICATIONS

AFRICAUTO

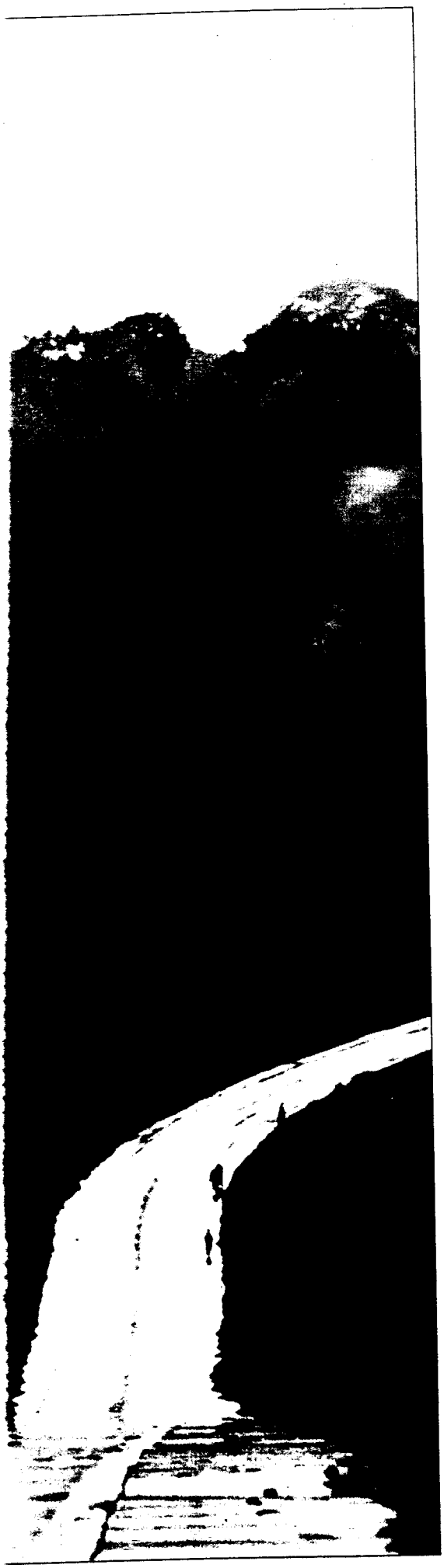
GALERIES
PEYRISSAC

technibat

ALLIANCE
AUTOMOBILES

HYUNDAI
IVOIRE MOTORS

INTELEC
PROTECTION



S.A. avec Conseil d'Administration, au capital de 800 millions F.CFA
Siège social et Direction Générale : 23, avenue du Général de Gaulle - A6
01 BP 1272 Abidjan 01 - CÔTE D'IVOIRE
Tél : 21 64 19 - Fax : 21 56 04
Email : p.rissac@africaonline.co.ci
R.C. Abidjan 3278 -C.C. n° 0100474J

PEYRISSAC - CI

EXERCICE 1998

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 5 JUIN 1999

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. Jean-Paul VIRMONT	Président Directeur Général
M. René AMICHIA	Administrateur
M. Oumar DIARRA	Administrateur
M. Pierre Michel IPAUD LAGO	Administrateur
M. Mickélic LE BIGOT	Administrateur(*)
M. Jacques ROSSIGNOL	Administrateur
AMS 2 (M. Alain THIOLON - Représentant Permanent)	Administrateur
Compagnie Française de Participations Financières (M. Jean-William JORANT - Représentant Permanent)	Administrateur
Compagnie OPTORG (M. Christian THOMAZEAU - Représentant Permanent)	Administrateur
ONA INTERNATIONAL (M. Jean-Jacques DELORT- Représentant Permanent)	Administrateur
Société Ivoirienne de Participation et de Financement (M. Moussa KONATE - Représentant Permanent)	Administrateur

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- **COMMISSAIRES AUX COMPTES ET CONSEILS ASSOCIES - C.C.C.A**
  Commissaire aux Comptes Titulaire

  ERNST ET YOUNG CÔTE D'IVOIRE
  Commissaire aux Comptes Suppléant

- **PRICE WATERHOUSE COOPERS**
  Commissaire aux Comptes Titulaire

  Monsieur FADIGA DOUTY
  Commissaire aux Comptes Suppléant

(*) Nomination soumise au vote de l'Assemblée

L'EQUIPE DE DIRECTION

Jean-Paul VIRMONT, Président Directeur Général

Jean-William JORANT, Directeur Général Adjoint

Charles ACHIE AKPI, Credit Manager

Jean-Pierre BOULU, Directeur GALERIES PEYRISSAC

Gérard ORIOL, Directeur TECHNIBAT

Dominique MOLET, Directeur des Activités Automobiles du Groupe

Jean-Michel LE TALLEC, , Directeur ALLIANCE AUTOMOBILES

Eric BAROU, Directeur HYUNDAI IVOIRE MOTORS

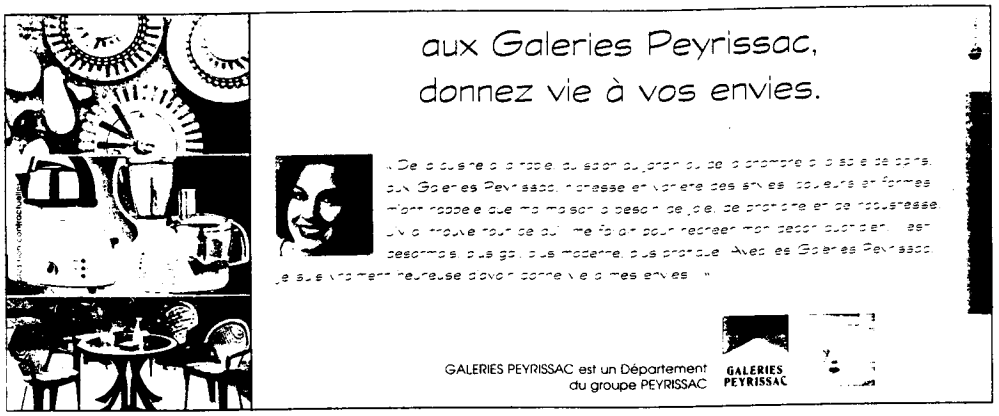
Jules KOUAKOU N'DRI, Directeur Agence Bouaké

Alain ESMIEU, Directeur Agence INTELEC/COMMUNICATIONS

Serge ROUSSEAU, Directeur Agence INTELEC/PROTECTION SECURITE

PEYRISSAC EN 1999...

VISION BIENS DE CONSOMMATION

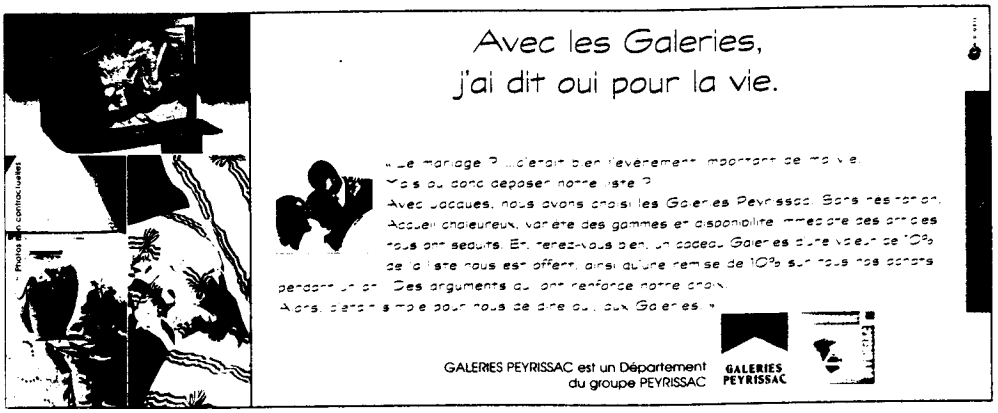


Les illustrations de la présentation des activités de la société Pages 4 à 7, ont été le support d'une campagne de communication institutionnelle en Octobre/Novembre et Décembre 98 dans Fraternité Matin.

○ GALERIES PEYRISSAC

Au PLATEAU-SUD, sur deux niveaux et 1800 m2 : libre service assisté spécialisé dans l'équipement de la maison : LINGE DE TABLE et de MAISON - ELECTRO DOMESTIQUE AUDIO/VIDEO - VAISSELLE - VERRERIE - INOX - EQUIPEMENT DE LA CUISINE - PRODUITS D'ENTRETIEN - LUMINAIRE INTERIEUR ET EXTERIEUR - ELECTRICITE -TRINGLERIE ENCADREMENT - BRICOLAGE - MEUBLES DE JARDIN - PRODUITS PISCINE - ARTICLES DE LOISIRS ET DE PLEIN AIR - ACCESSOIRES AUTO

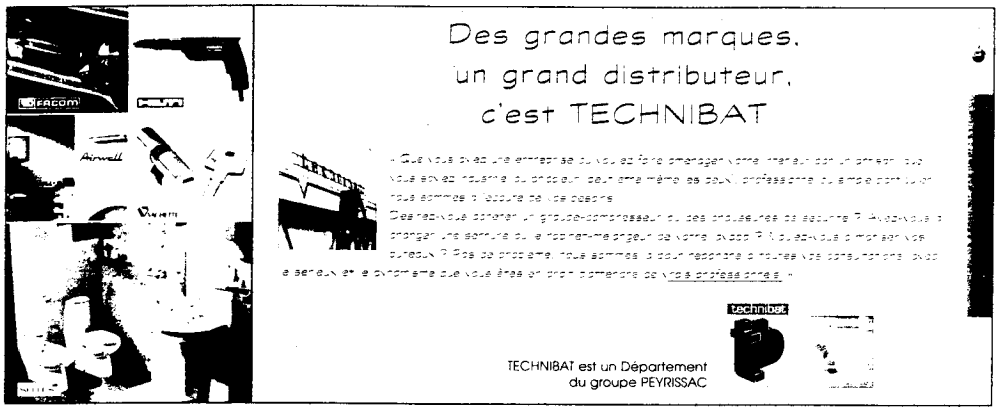
- ○ SA "BOUTIQUE DEGRENNE "
- ○ SA BOUTIQUE "IVOIRIS" et "CANAL + HORIZONS "
- ○ SES SERVICES SPECIFIQUES : CARTE-CADEAU et "ESPACE BONHEUR"



● TECHNIBAT

CM4-Boulevard de Marseille, sur 1000 m2 également en libre-service assisté, TECHNIBAT est une Quincaillerie Générale et spécialisée de PEYRISSAC-CI, au service des Entreprises Industrielles et du B.T.P, des PME / PMI, des Mines, de l'Agriculture, des Artisans, mais aussi des particuliers : FERRURERIE - QUINCAILLERIE DE BATIMENT et d'AMEUBLEMENT - FOURNITURES INDUSTRIELLES - ELECTRICITE-OUTILLAGES MANUELS et ELECTRO- PORTATIFS-SANITAIRE-PLOMBERIE et ACCESSOIRES - CARRELAGES - MATERIELS DE FIXATION "HILTI".

- ● "LE COMPTOIR DU FROID" : PRODUITS ET FOURNITURES POUR FRIGORISTES CLIMATISEURS "AIRWELL", FENETRE ET SPLIT-SYSTEMS.



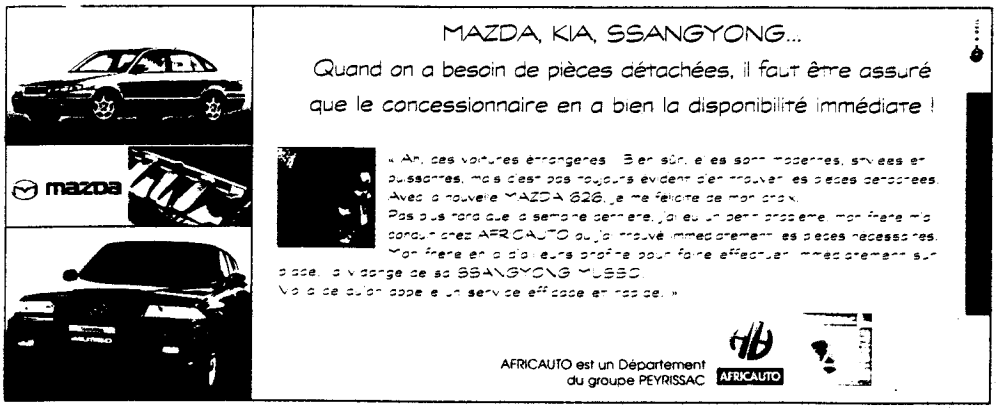
DIVISION AUTOMOBILES

Avec ses trois départements : AFRICAUTO - ALLIANCE AUTOMOBILES et HYUNDAI IVOIRE MOTORS , PEYRISSAC importe et distribue en exclusivité des gammes complètes et homogènes de véhicules de tourisme et de véhicules commerciaux. Dans chacune de ses concessions, Show-rooms pour exposition et ventes, Centres de Distribution de pièces détachées d'origine, Ateliers mécaniques et Centres diagnostic électronique, Ateliers de carrosserie et peinture assurent le meilleur service à leurs clientèles.
S'y ajoute un service de dépannage routier dans toute la Côte d'Ivoire.

- Succursale à BOUAKE
- Réseau d'Agents et sous-agents à : ABENGOUROU - ABOBO - ADJAME AGBOVILLE - BONOUA - DABOU - DALOA - GAGNOA - KORHOGO - MAN SAN-PEDRO - SOUBRE et YOUPOGON.

● AFRICAUTO

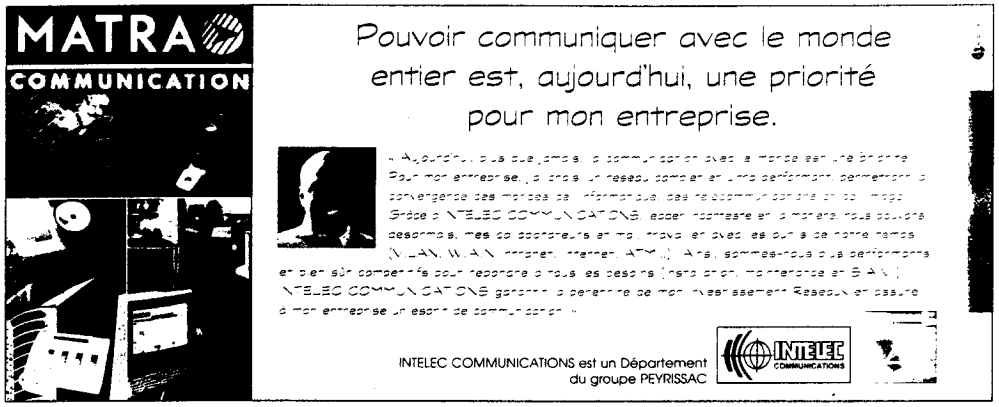
AFRICAUTO, km4, Boulevard de Marseille est l'importateur - concessionnaire des marques automobiles :
MAZDA - KIA MOTORS - SSANGYONG 4X4 (Groupe DAEWOO), et de SUZUKI : générateurs et groupes moto-pompes.



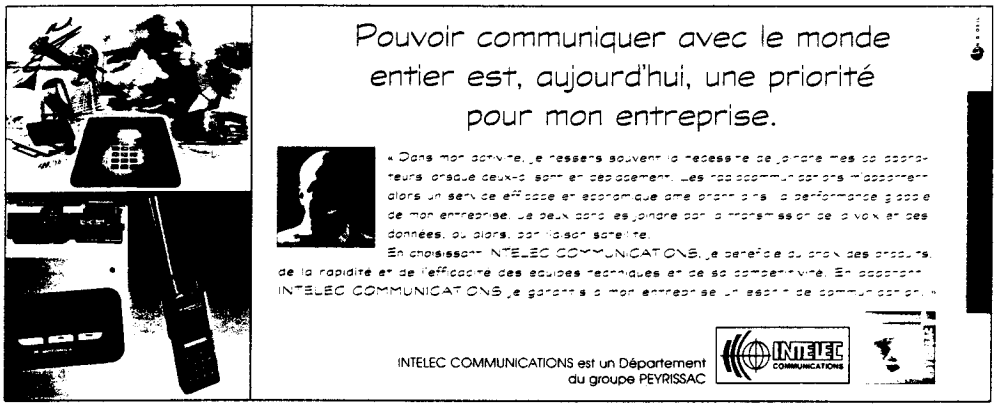
DIVISION INTELEC

• AGENCE TELEPHONIE

Etudes - Installations - Maintenance sur sites ou en laboratoires des Réseaux Privés et d'Entreprise MATRA - NORTEL Communication -Télécopieurs SAGEM - Distributeur cellulaire IVOIRIS - Point d'abonnement INTERNET / AVISO de Côte d'Ivoire Telecom.

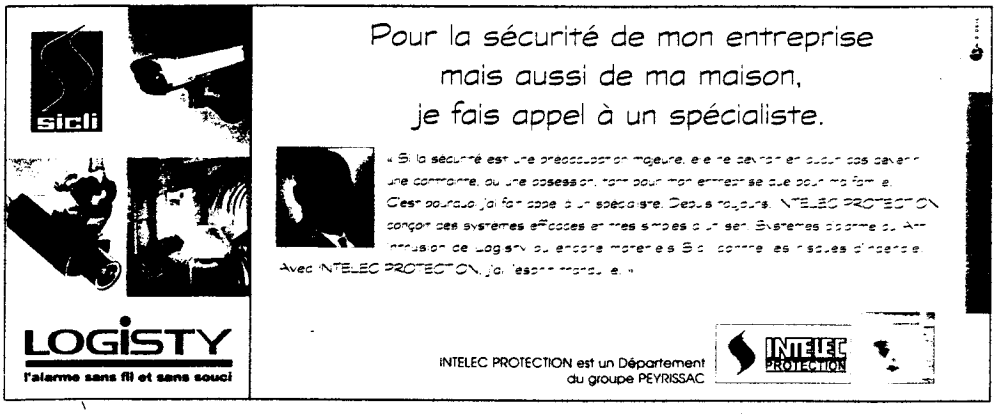


• AGENCE RADIOCOMMUNICATIONS



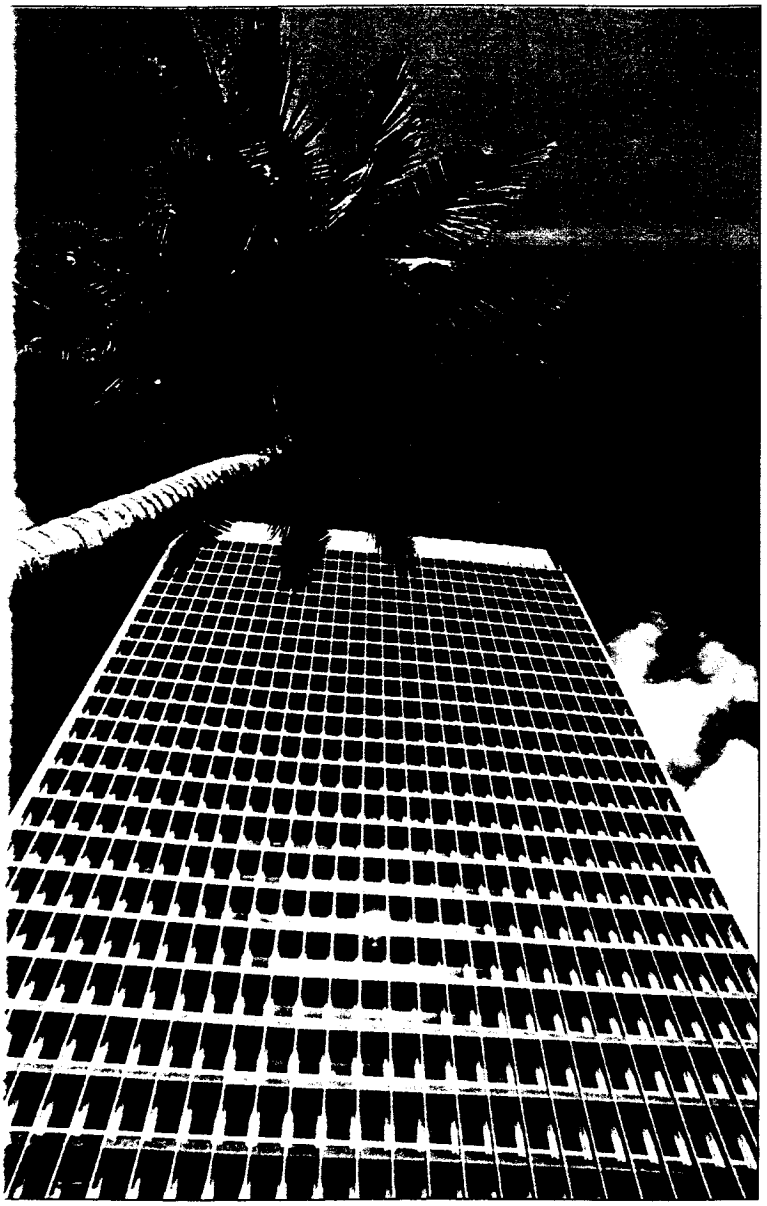
Technologies, Systèmes et Equipements HF-VHF-BLU de MOTOROLA-CODAN- KENWOOD. Faisceaux Hertziens SODIELEC - Equipements de communication par satellite : IRIDIUM/MOTOROLA Valises TD COM /INMARSAT.

• AGENCE PROTECTION SECURITÉ



Equipements, installations et maintenance de détection et protection INCENDIE - SICLI. Vidéo surveillance, contrôle d'accès, systèmes anti-intrusion : SICLI. Serrurerie haute sécurité, Portes coupe-feu : FICHET. Alarmes sans fil LOGISTY. Etudes de réalisations d'extinction automatique, de désenfumage. Formation du personnel : ECOLE DU FEU.

EXERCICE 1998
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DES ACTIONNAIRES



AGO

- Approbation des comptes de l'exercice 1998, arretés au 31 Décembre 1998
- Affectation du résultat et mise en paiement d' un dividende
- Approbation des conventions visées à l'article 438 du traité relatif à l'harmonisation du droit des Affaires
- Renouvellement du mandat de trois Administrateurs
- Ratification de la cooptation d'un nouvel Administrateur
- Quitus aux Administrateurs
- Pouvoir pour Formalités

AGE

- Modification de la dénomination sociale de la société.
- Refonte des statuts conformément aux dispositions du traité OHADA.
- Pouvoir pour signature des nouveaux statuts devant notaire.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis :

- **En Assemblée Générale Ordinaire** pour vous présenter, et vous demander d'approuver, les comptes de l'exercice 1998, clos le 31 Décembre 1998, qui font apparaître un **Bénéfice de 1 536 464 548 F CFA** après BIC de 894 369 700 F CFA.

- **En Assemblée Générale Extraordinaire** pour soumettre à votre approbation la modification retenue de la dénomination sociale de notre société et la proposition de nouveaux statuts mis en harmonie avec les dispositions de l'Acte uniforme relatif aux droits des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique dans le cadre de l'OHADA.

L'ENVIRONNEMENT DE NOS AFFAIRES

Le ralentissement de certaines de nos activités, déjà enregistré sur le deuxième semestre 1997, s'est confirmé et accentué en 1998.

L'exercice 1998 a connu un démarrage incertain marqué, d'une part par les mauvaises conditions climatiques qui affectèrent négativement la production agricole, d'autre part, par des difficultés et lenteurs dans les négociations de la Côte d'Ivoire avec les bailleurs de fonds pour la mise en place de la dernière FASR 1998-2000.

Indirectement, c'est tout le tissu commercial qui en ressentit le contrecoup et notre Société en particulier, avec une position marquée d'attentisme de nos clientèles dans leurs achats tant de consommation courante que d'investissements.

L'accord intervenu en Février permit fort heureusement de dissiper les inquiétudes, et en finale, on retiendra que les bonnes et mauvaises nouvelles alternèrent, faisant toutefois de 1998, un exercice très différent de ceux qui suivirent la révision monétaire de Janvier 1994.

*** au titre des premières**, on retiendra principalement : un taux de croissance du PIB de l'ordre de 5,5 à 6%, évidemment acceptable, bien qu'en baisse sur ceux des années précédentes, une bonne performance de + 11,6 % pour le secteur industriel qui reste bien le véritable moteur de la croissance, un taux d'inflation inférieur à 3%, conforme aux objectifs fixés et qui représente une notable performance après la poussée des prix enregistrée en fin de premier semestre.

*** au titre des secondes,** les nouvelles tensions de trésorerie de l'Etat, en fin d'année tout particulièrement, découlant des baisses des recettes fiscales et notamment douanières.

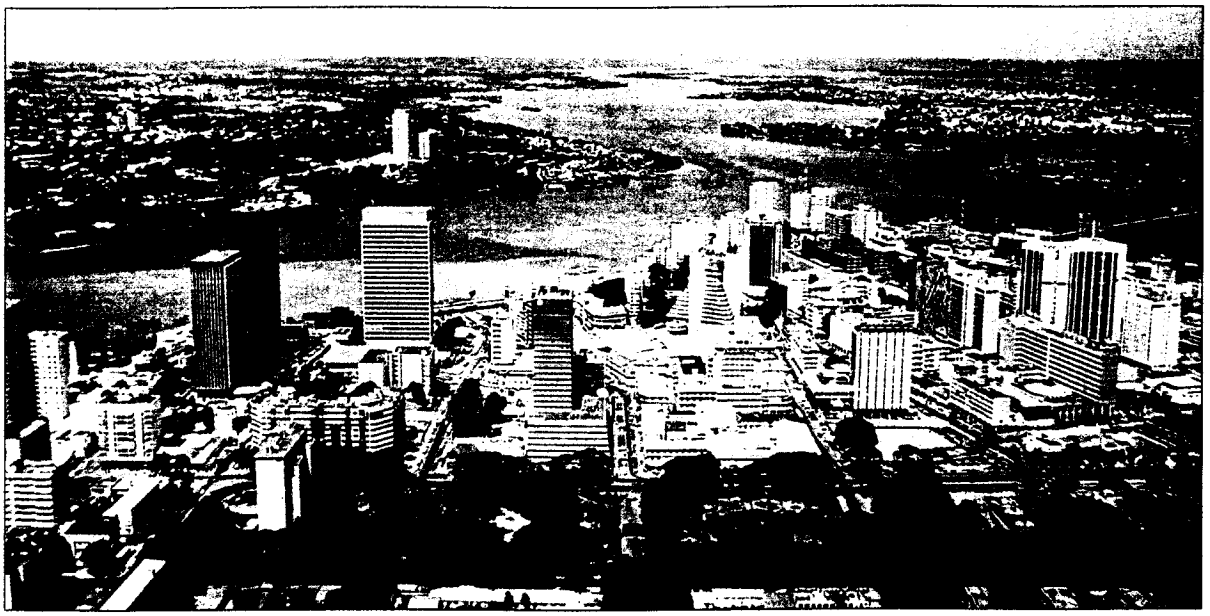
Ces difficultés de trésorerie se sont classiquement répercutées sur les entreprises tandis que les sorties spéculatives de capitaux dans les derniers mois de 1998, liées aux craintes non fondées d'une nouvelle dévaluation à l'occasion du passage à l'EURO, amplifiaient inopportunément le phénomène.

Pour ce qui concerne notre Société, nous avons dû faire face à une augmentation considérable des impayés, nous obligeant à faire du recouvrement de créances une priorité absolue au détriment de la dynamique commerciale de nos équipes.

En somme, malgré des signes de consolidation mesurée de la croissance, l'économie Ivoirienne reste globalement vulnérable, avec une évidente fragilité budgétaire et de réelles incertitudes sur l'avenir des principales productions agricoles, dans le cadre de la libéralisation totale des filières en 1999.

Pour terminer, on notera les débuts difficiles de la campagne CACAO sur le dernier trimestre 1998, avec des retards importants dans les achats et les embarquements liés tant à des problèmes de qualité qu'à de sérieuses difficultés de financement des intervenants-exportateurs, par le système bancaire local.

LES GRANDES TENDANCES DE L'EXERCICE



Dans ce contexte, à l'évidence moins orable, les activités de notre Société, bien 'ayant évolué de façon contrastée, ont marqué pas.

*** le chiffre d'affaires hors taxes** s'est ıbli à **30 596 006 287 F CFA**, contre 39 943 0 820 F CFA sur l'exercice 1996/1997 de 15 ois, ou à comparer aux 31 243 200 000 F CFA ur l'année civile 1997, soit une baisse de 2%.

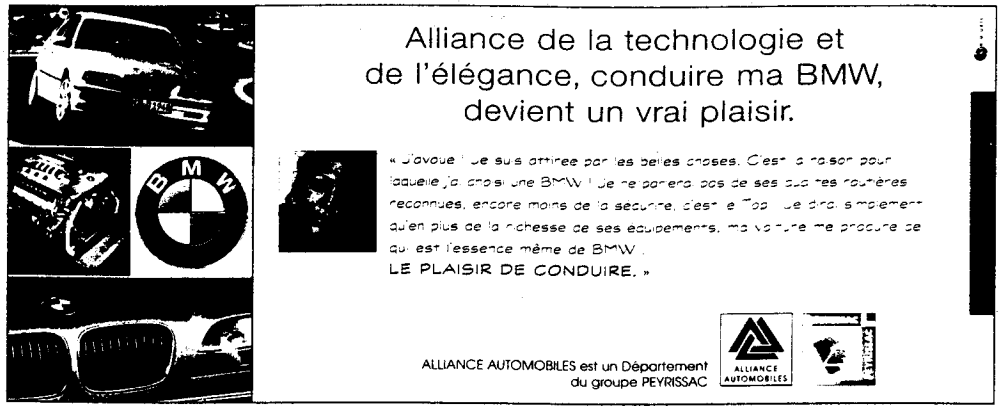
*** le résultat bénéficiaire après ıpôts** a connu un tassement parallèle, passant 2 997 868 165 F CFA en 1996/1997 - 15 ois, à **1 536 464 548 CFA** en 1998.

Bien qu'en baisse, il ne représente pas oins de 5% du chiffre d'affaires, ce qui est isfaisant.

*** les frais généraux courants** - tels que résultant du reclassement de certains comptes de charges, conformément au nouveau plan comptable SYSCOA -, ont totalisé 5 315 Millions F CFA, soit 17,40% du CA HT. Pour mémoire, le ratio comparable aurait été de 14,40% pour l'exercice 1996/1997.

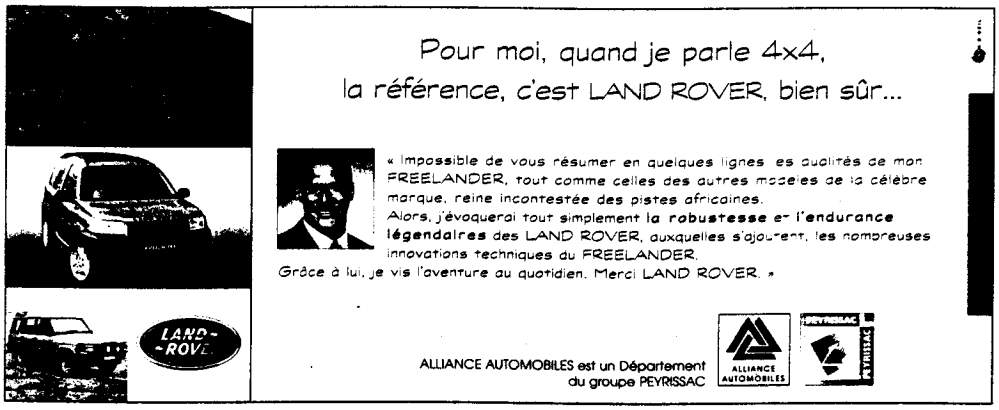
*** les charges de personnel,** directement liées à l'augmentation des effectifs, principalement dans l'activité Automobile,ont augmenté de 1% en valeur relative.

*** les charges financières,** ont pu être recadrées et revenir à un ratio acceptable de 1,43% du CA (1,65% en 1996-1997). L'explication principale réside, ici, dans un changement de procédure des règlements en devises pour les importants flux d'approvisionnement automobiles.



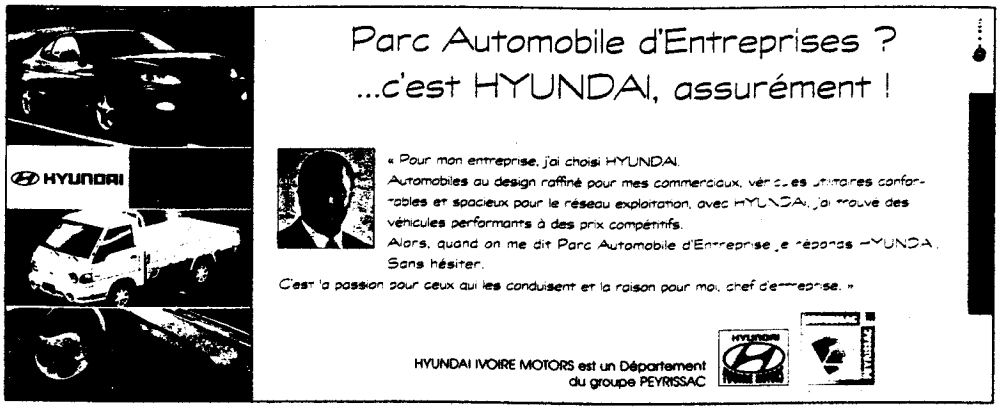
• ALLIANCE AUTOMOBILES

Prochainement installé dans de nouveaux locaux, édifiés aux normes européennes, km4, Boulevard de Marseille, ALLIANCE AUTOMOBILES est l'importateur concessionnaire exclusif depuis Janvier 1998, des marques du Groupe BMW : Automobiles et motos BMW - Automobiles 4x4 LAND - ROVER, en attendant vers la fin de l'Année 1999, la gamme tourisme ROVER.



• HYUNDAI IVOIRE MOTORS

Situé Rue Thomas Edison en zone 4, HYUNDAI IVOIRE MOTORS importe et distribue les gammes tourisme (ATOS, ACCENT, LANTRA, SONATA, H1) et de véhicules commerciaux (H 100 H 250 - H 350 - mini-bus) du 1er contructeur COREEN, et abrite dans ses locaux, un Centre de Formation Technique agréé pour les pays de l'AFRIQUE de l'OUEST.



*** en matière d'investissements,** l'Année 1998 a été placée sous le signe de l'important chantier de reconstruction de nos Concessions automobiles du Boulevard de Marseille qui se sera étalé, étant donnée sa complexité, sur pratiquement 10 mois. Au total il dépassera le milliard de francs CFA avec des réalisations de 237 Millions sur 1998. Il est rappelé que pour assurer leur financement, un crédit moyen terme de 600 Millions F CFA a été mis en place auprès de la SIB.

Les investissements globaux de l'Année 1998, y compris ceux automobiles, se sont chiffrés à 652 Millions F CFA. Les équipements informatiques interviennent à hauteur de 84 Millions F CFA et on soulignera, l'enveloppe non négligeable de 80 Millions F CFA pour de nouveaux mobiliers et agencements à nos GALERIES.

LES ACTIVITES

● pour la principale d'entre elles en volume, (61% du chiffre d'affaires de notre Société), la **Distribution Automobile** a présenté une image contrastée.

- au titre des aspects satisfaisants, il faut d'abord souligner qu'en terme de ventes de véhicules neufs et de pénétration de marché, la performance globale des activités automobiles de PEYRISSAC-CI est restée très acceptable.

Dans un marché Ivoirien du véhicule neuf - déstabilisé par le déversement considérable de véhicules d'occasion,- 23 900 en 1998 - qui a connu une nouvelle baisse de 6,32% après celle de 8,64% en 1997, nous sommes parvenus à placer **1 267 véhicules** (1 408 unités et -10% pour comparer à 1997), soit une pénétration de 17,37% pour 18,10% en 1997, nous assurant à nouveau la deuxième place de Groupe-concessionnaire.

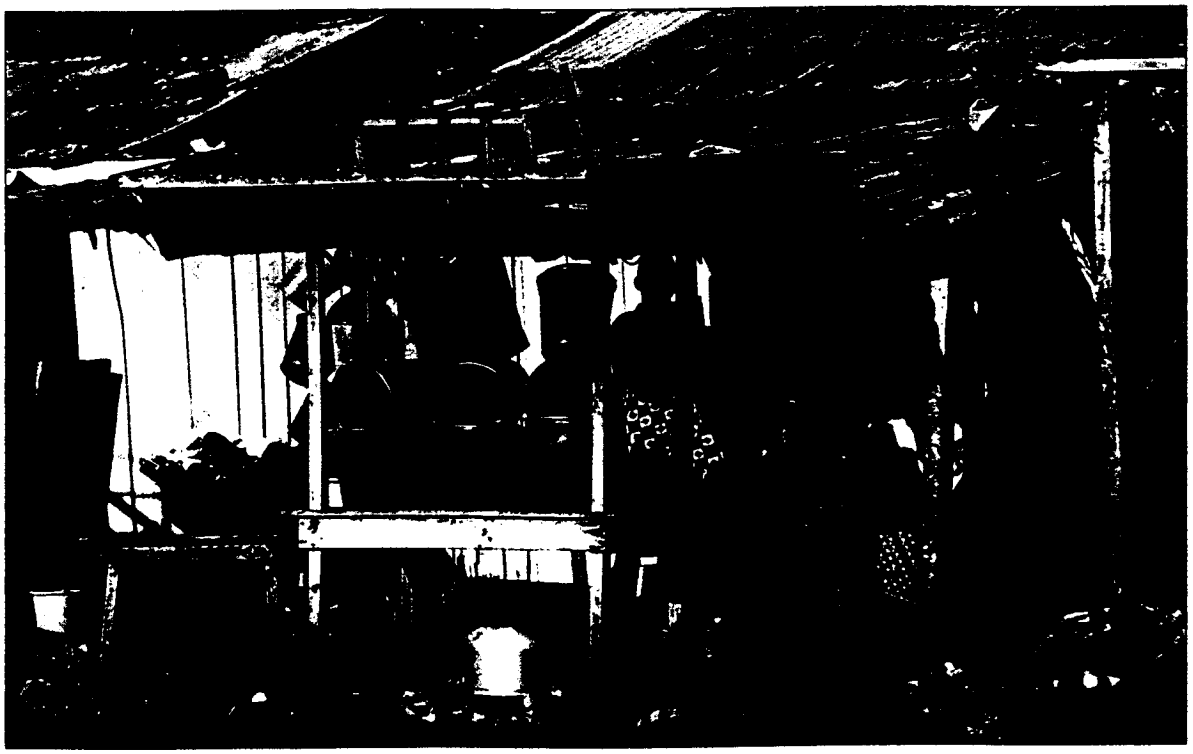
La performance mérite d'autant plus d'être soulignée, que sur les 1 267 VN, 697 unités ont été des fabrications de Corée du Sud, pays sévèrement touché par une crise économique et financière brutale qui n'épargna pas son industrie Automobile et tout particulièrement nos fournisseurs KIA et SSANGYONG.

On notera encore la bonne progression
IAZDA avec 491 unités vendues contre 358
997 et une pénétratrion exceptionnelle de
sur le segment classique et très constant
ous 18 places.

Enfin, pour sa première année de
nce, à la faveur d'un partenariat
plètement redéfini et agressif avec le
tructeur, BMW a représenté 69 ventes, soit
fois plus qu'en 1997. Une performance du
ne ordre est attendue en 1999, et plus
ficativement en 2000, avec LAND-ROVER.

La qualité de l'investissement en voie
hèvement, dans un outil de travail
moderne, nous permettra, nous en sommes
ains, de donner une nouvelle et vigoureuse
.lsion à nos activités automobiles, tant pour
entes de véhicules que pour le volume des
ux réalisés en Ateliers.

Notre année automobile 1998 aurait donc été satisfaisante, si nous n'avions dû faire face dans le même temps à une augmentation sans précédent des impayés et plus largement des risques débiteurs, nécessitant une mobilisation excessive de nos équipes à des actions de recouvrement et, en résultante, la constitution d'importantes provisions.



● pour les **Biens de Consommation**, nos magasins d'Abidjan ont bien résisté, mais avec, au mois le mois, davantage d'incertitudes qu'au cours des années précédentes.

Celui du Centre-ville, les **GALERIES PEYRISSAC,** a été et demeure fortement handicapé par les difficultés croissantes d'accès et de stationnement, générées par l'augmentation considérable de la circulation automobile et aggravées par les débordements sur chaussées et trottoirs de commerces informels et chantiers de construction.

Toutefois, sa forte image de magasin généraliste de l'équipement de la maison, son côté agréable, convivial, et l'aménagement de nouveaux espaces, promoteurs de nouveautés, lui ont permis d'assurer une progression sur 1997 (+4%).

TECHNIBAT en revanche, et bien que quincaillerie professionnelle de référence a souffert d'un essoufflement de la demande en affaires spéciales chantiers, les grandes entreprises intervenantes privilégiant à nouveau les approvisionnements directs, réléguant ainsi le commerce local au rôle de "centre de dépannage", ce qui est, évidemment, regrettable et fortement pénalisant.

Cette déperdition dommageable du chiffre d'affaires n'a été qu'à peine compensée par de nouvelles poussées des ventes en produits Froid et Outillages à forte technicité.

Les difficultés de paiement de ses clientèles de PME-PMI ne furent pas non plus étrangères au tassement de son chiffre d'affaires (-6%).

● chez **INTELEC**, 1998 a été, comme attendu, une année plus incertaine et plus morose, après les belles performances de 1996-1997.

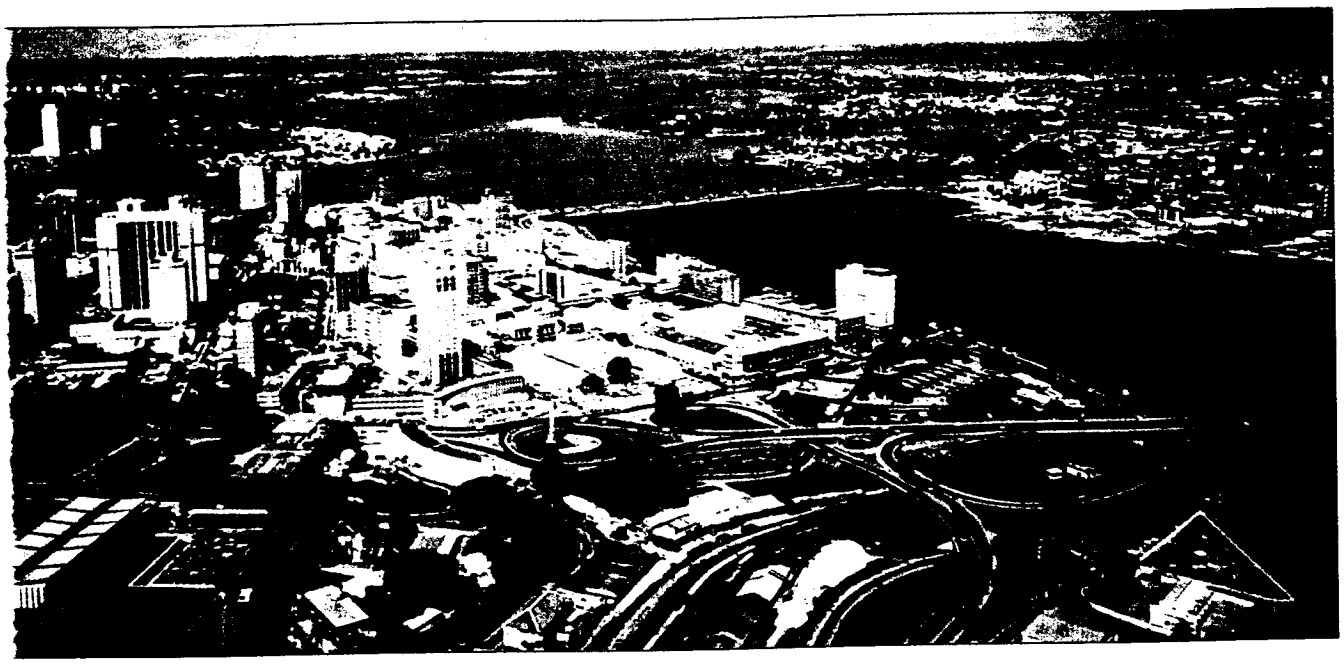
- dans le métier de base d'installateur en téléphonie privé, l'absence de grands chantiers neufs ou de renouvellement, s'est faite ressentir mais les réalisations ont finalement été conformes à nos attentes et objectifs.

- par contre, sans surprise certes, mais avec plus d'amplitude que nous le redoutions, l'activité Radiocommunications est restée décevante, pour les raisons identifiées déjà en 1997 : concurrence imbattable et irréversible du téléphone mobile pour les petits systèmes VHF urbains, achats quasiment inexistants de nos clientèles administratives traditionnelles : Police, Douane, FANCI...

- fort heureusement, il n'en a pas été de même pour l'activité PROTECTION-SECURITE, qui a réussi une nouvelle fois à consolider ses positions de leader dans les métiers et technologies de la protection et de la lutte contre l'incendie.

Telles furent Mesdames et Messieurs les Actionnaires, les grandes tendances de l'exercice 1998, un exercice encore satisfaisant mais marqué par le retour des incertitudes, qui impose la prudence dans les analyses et bien sûr une rigueur de gestion renforcée, celle des risques crédit à nos clientèles étant la toute première de nos priorités.
Nous ne saurions terminer, sans remercier en votre nom, l'ensemble du personnel qui a su prendre conscience de ces nouvelles difficultés et dans la grande majorité, redoubler d'efforts pour nous permettre de parvenir à ce résultat.

LE RESULTAT ET LES RESOLUTIONS



En matière ORDINAIRE

- Après lecture du Rapport Général des Commissaires aux Comptes

* nous vous demandons d'approuver les comptes de l'exercice 1998

* et d'approuver ensuite l'affectation proposée du **Résultat bénéficiaire de l'exercice de** **1 536 464 548 F CFA:**

+ bénéfice de l'exercice	1 536 464 548 F CFA
+ report à nouveau	5 397 298 772 F CFA
soit un bénéfice disponible de	6 933 763 320 F CFA
qui serait affecté :	
- à la réserve générale	1 000 000 000 F CFA
- à la distribution d'un dividende	200 000 000 F CFA
(soit un dividende brut de 1 250 F par action)	
- au report à nouveau pour le solde	5 733 763 320 F CFA

- Après lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, nous vous demandons d'approuver les Conventions visées audit rapport.

- Nous soumettons à votre approbation le renouvellement pour six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2004 et devant se tenir en 2005, des mandats d'Administrateurs de M. Pierre-Michel IPAUD LAGO, de la Société Ivoirienne de Participation et de Financement - SIPF, et de la Société ONA-International, qui arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

- Nous vous demandons de bien vouloir prendre acte de la démission de Monsieur André FERRAS, Administrateur, et d'approuver la cooptation de Monsieur Mickélic LE BIGOT, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale devant se tenir en 2001 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2000.

En matière EXTRAORDINAIRE

nous vous demandons d'approuver le changement de dénomination de notre été, qui au lieu de "ETABLISSEMENTS PEYRISSAC COTE D'IVOIRE " s'appellera ›rmais "PEYRISSAC COTE D'IVOIRE".

enfin, en ce qui concerne la mise en harmonie des Statuts, conformément aux ›sitions du traité OHADA, le Conseil, comme suite à la mission confiée à son ident en date du 3 Avril 1998, vous propose une refonte complète des statuts ıotre Société, pour laquelle nous vous remercions de nous donner votre ›bation.

Notre Société ayant plus de
s actionnaires, la refonte des statuts a été
tuée en retenant un mode de Direction avec
seil d'Administration.

L'article 415 de l'Acte uniforme de
'ADA précisant que la Société Anonyme avec
seil d'Administration est dirigée soit par un
ident Directeur Général, assisté ou non par
u plusieurs Directeurs Généraux Adjoints,
par un Président du Conseil
ministration et un Directeur Général, il a
lécidé de retenir la première solution dans
daction des nouveaux statuts.

La clause instituant une limite d'âge de 72 ans aux fonctions d'Administrateur, telle qu'adoptée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, du 6 juin 1998, a été conservée.

Aucune autre disposition particulière n'ayant été insérée dans les statuts soumis à votre approbation, nous vous remercions de bien vouloir approuver la rédaction de ceux-ci dont un exemplaire demeurera annexé au procès-verbal de la présente Assemblée Générale Mixte et autoriser leur signature devant Notaire.

Le Conseil d'Administration.

LES COMPTES DE L'EXERCICE 1998

SYNTHÈSE DES RESULTATS COMPARÉS 1996/1997 - 1998

En millions de F.CFA	1998 (12 mois)	1996/97 (15 mois)	Variations
CHIFFRE D'AFFAIRES (12 mois comparables)	30 596 (30 596)	39 944 (31 243)	76,60% (97,93%)
RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES	2 431	4 611	52,72%
RESULTAT D'ENTREPRISE	2 431	4 515	53,84%
RESULTAT NET	1 534	2 678	57,27%
CAPITAUX PROPRES	12 267	9 469	129,55%
ENDETTEMENT NET	612	0	
INVESTISSEMENTS	652	564	115,60%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 585	3 014	52,59%
FONDS DE ROULEMENT	12 948	11 412	113,46%
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT	14 666	14 256	102,88%
TRESORERIE	1 718	2 844	60,41%

BILAN AU 31 DECEMBRE 1998

ACTIF	Montants bruts	Amortissements provisions	Montants nets 31 Déc.98	Montants nets 31 Déc.97
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**127 335 545**	(77 633 688)	**49 701 857**	**28 994 859**
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	144 250 000	0	144 250 000	144 250 000
Constructions & logements	1 289 099 418	(892 863 931)	396 235 487	192 928 851
Matériel deTransport & Manutention	340 561 743	(215 777 307)	124 784 436	99 835 768
Matériel & Mobilier & Outillage	1 680 786 328	(1 286 232 320)	394 554 008	387 531 399
Aménagements & Installations	1 127 097 663	(714 212 393)	412 885 270	420 315 467
Sous-Total	**4 581 795 152**	**(3 109 085 951)**	**1 472 709 201**	**1 244 861 485**
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Prêts & Cautionnements	30 860 365	(2 367 350)	28 493 015	18 541 880
Titres de participation	153 983 000	(39 269 000)	114 714 000	60 060 000
Sous-Total	**184 843 365**	**(41 636 350)**	**143 207 015**	**78 601 880**
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**4 893 974 062**	**(3 228 355 989)**	**1 665 618 073**	**1 352 458 224**
ACTIF CIRCULANT				
VALEURS D'EXPLOITATION				
Marchandises en Stock	11 891 049 476	(1 023 262 474)	10 867 787 002	10 475 098 111
Travaux en cours	0	0	0	2 933 500
Sous-Total	**11 891 049 476**	**(1 023 262 474)**	**10 867 787 002**	**10 478 031 611**
VALEURS REALISABLES à CT				
Fournisseurs	6 600 285	0	6 600 285	21 565 904
Clients	11 253 973 020	(1 731 492 759)	9 522 480 261	10 481 860 453
Autres débiteurs	440 163 546	(9 285 744)	430 877 802	640 216 624
Sous-Total	**11 700 736 851**	**(1 740 778 503)**	**9 959 958 348**	**11 143 642 981**
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**23 591 786 327**	**(2 764 040 977)**	**20 827 745 350**	**21 621 674 592**
TRESORERIE ACTIF				
Valeurs à encaisser	24 012 040	0	24 012 040	55 590 965
Chèques, Chèques postaux	233 643 299	0	233 643 299	35 498 073
Caisses	36 150 962	0	36 150 962	30 697 362
TOTAL TRESORERIE ACTIF	**293 806 301**	**0**	**293 806 301**	**121 786 400**
Ecarts de Conversion Actif	0	0	0	0
TOTAL GENERAL ACTIF	**28 779 566 690**	**(5 992 396 966)**	**22 787 169 724**	**23 095 919 216**

BILAN AU 31 DECEMBRE 1998

PASSIF	Total Passif 31.Déc 98	Total Passif 31.Déc 97
CAPITAL SOCIAL	**800 000 000**	**800 000 000**
Capital		
PRIMES ET RESERVES	**6 069 335 361**	**3 685 175 361**
Prime d'émission	50 000 000	50 000 000
Réserve légale	80 000 000	80 000 000
Réserve de Réevaluation	354 965 361	354 965 361
Réserve Générale	5 500 000 000	3 115 840 000
Réserve /Plus value à réinvestir	84 370 000	84 370 000
REPORT A NOUVEAU	5 397 298 772	4 983 590 607
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 536 464 548**	**2 997 868 165**
Sous - Total : **FONDS PROPRES**	13 803 098 681	12 466 634 133
DETTES FINANCIÈRES & ASSIMILÉES	**810 217 700**	**297 852 036**
Emprunts	612 100 000	0
Provisions pour pertes & charges	198 117 700	297 852 036
TOTAL RESSOURCES STABLES	**14 613 316 381**	**12 764 486 169**
PASSIF CIRCULANT		
Dettes circulantes HAO	84 434 783	0
Clients créditeurs	1 606 156 915	1 386 204 847
Fournisseurs	2 089 527 075	4 726 464 650
Dettes fiscales	1 897 362 087	1 068 751 922
Dettes sociales	336 506 261	11 829 811
Autres dettes	147 507 250	172 455 379
TOTAL PASSIF CIRCULANT	**6 161 494 371**	**7 365 706 609**
TRESORERIE PASSIF		
Crédits d'escomptes	416 426 769	818 007 106
Crédits de Trésorerie	1 500 000 000	0
Découverts locaux	95 932 203	2 147 719 331
TOTAL TRESORERIE PASSIF	**2 012 358 972**	**2 965 726 437**
Etat de Conversion Passif	**0**	**0**
TOTAL PASSIF	**22 787 169 724**	**23 095 919 215**

COMPTES DE GESTION DE L'EXERCICE 1998

BIT	Total (12 mois) 31.déc 98	Total (15 mois) 31.déc 97
TIVITE D'EXPLOITATION		
ats de marchandises ı - variation des stocks	20 238 722 639	26 403 738 078
res achats	807 058 055	876 034 438
ısports	373 019 429	402 634 516
vices extérieurs	2 286 568 563	2 593 727 112
ôts et Taxes	301 242 954	562 837 431
res charges	105 502 165	302 587 835
:ations aux provisions sur actif circulant	1 442 131 767	1 008 919 541
Sous-total	5 315 522 933	5 746 740 873
ırges de Personnel	2 621 648 199	3 039 210 159
:ations aux Amortiss. & Provisions	353 627 142	563 902 465
TAL CHARGES D'EXPLOITATION	28 529 520 913	35 753 591 575
TIVITE FINANCIÈRE		
s financiers	437 032 325	661 490 291
tes de Change	918 918	0
tations aux Amortiss. & provisions	165 664	0
TAL CHARGES FINANCIÈRES	438 116 907	661 490 291
TAL CHARGES ACTIVITE ORDINAIRE	28 967 637 820	36 415 081 866
ORS ACTIVITE ORDINAIRE		
arges HAO	0	112 636 908
tations HAO	0	0
TAL CHARGES HAO	0	112 636 908
ôts sur les résultats	894 369 700	1 516 956 350
TAL GENERAL DES CHARGES	29 862 007 520	38 044 675 124
RESULTAT NET	**1 536 464 548**	**2 997 868 165**
TAL	**31 398 472 068**	**41 042 543 289**

COMPTES DE GESTION DE L'EXERCICE 1998

CREDIT	Total (12 mois) 31.déc 98	Total (15 mois) 31.déc 97
ACTIVITE D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises	28 966 405 855	37 851 320 103
Marge Brute sur Marchandises	8 727 683 216	11 447 582 025
Travaux Services Vendus	1 629 600 432	2 092 240 717
CHIFFRE D'AFFAIRES	30 596 006 287	39 943 560 820
Produits Accessoires	144 740 958	160 948 132
Autres Produits	12 930 833	130 640 031
Reprises de provisions sur actif circulant	515 591 669	390 790 824
VALEUR AJOUTEE	5 715 024 175	8 475 460 856
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	3 093 375 976	5 436 250 697
Transfert de Charges	0	0
Reprise de Provisions	105 000 000	347 800 000
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	31 374 269 747	40 973 739 807
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 844 748 834	5 220 148 232
ACTIVITE FINANCIÈRE		
Revenus financiers	23 632 351	51 938 672
Gains de Change	569 970	0
Reprises de provisions	0	0
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	24 202 321	51 938 672
RESULTAT FINANCIER	(413 914 586)	(609 551 619)
TOTAL PRODUITS ACTIVITE ORDINAIRE	31 398 472 068	41 025 678 479
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	2 430 834 248	4 610 596 613
HORS ACTIVITE ORDINAIRE		
Produits HAO	0	16 864 810
Reprises HAO	0	0
TOTAL PRODUITS HAO	0	16 864 810
RESULTAT DES ACTIVITES HAO	0	(95 772 098)
TOTAL GENERAL DES PRODUITS	31 398 472 068	41 042 543 289
TOTAL	**31 398 472 068**	**41 042 543 289**

COMPTES DE PRODUCTION AU 31.12.1998

ɔMPTES DE PRODUCTION au 31 /12 / 98

chats consommés	20 238 722 639	Ventes de marchandises	28 966 405 855
Marge Brute sur Marchandises	**8 727 683 216**	Prestations de service & Divers	1 629 600 432
onsommations intermédiaires	5 315 522 933	**CHIFFRE D'AFFAIRES**	**30 596 006 287**
Valeur ajoutée brute	**5 715 024 175**	Produits Accessoires	144 740 958
		Autres produits	528 522 502
TOTAL	31 269 269 747	TOTAL	31 269 269 747

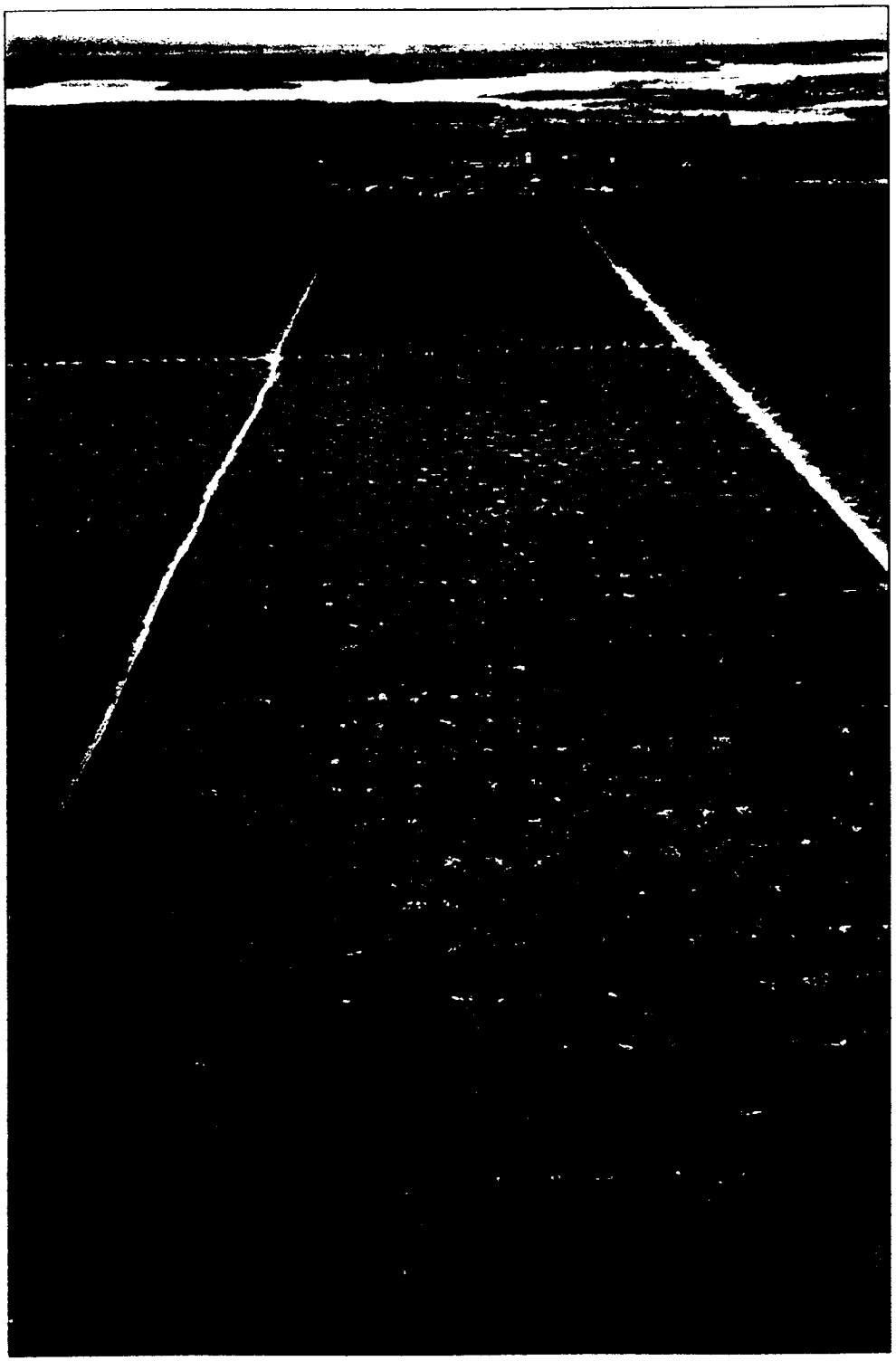
ɔMPTES D'EXPLOITATION au 31 / 12 / 98

ais de personnel	2 621 648 199	Valeur ajoutée brute	5 715 024 175
Excédent Brut d'Exploitation	**3 093 375 976**		
otations aux amortiss.& provisions	353 627 142	Reprise de provisions	105 000 000
Résultat d'Exploitation	**2 844 748 834**		
harges financières	438 116 907	Produits financiers	24 202 321
Résultat Financier	**(413 914 586)**		
ésultat des Activités Ordinaires	**2 430 834 248**		
TOTAL	5 844 226 496	TOTAL	5 844 226 496

ɔMPTES DE RESULTATS NETS au 31 / 12 / 98

		Résultat des H.A.O	
		Résultat des Activité Ordinaires	2 430 834 248
pôt sur les résultats	894 369 700		
énéfice net à affecter	**1 536 464 548**		
TOTAL	2 430 834 248	TOTAL	2 430 834 248

LES RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 6 juin 1998, nous vous présentons notre rapport sur :

- les comptes annuels pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1998 des Etablissements PEYRISSAC-CI, tels qu'ils sont présentés aux pages 3 à 28 du présent rapport accompagnés des notes explicatives aux pages 28 à 42 ci-après et faisant ressortir des capitaux propres de KF.CFA 13 803 098 y compris un bénéfice de KF.CFA 1 536 464,

- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi, relatifs à l'exercice de douze (12) mois clos le 31 décembre 1998.

Les comptes annuels ont été arrêtés sous la responsabilité du conseil d'administration de votre société. Notre mission est, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

1/Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que l'audit auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme indiqué à la note 2.1, la société a appliqué pour la première fois les principes et pratiques comptables du SYSCOA pour l'arrêté de ses comptes au 31 décembre 1998 et pour retraiter ceux de l'excercice précédent pour les besoins de leur présentation en comparatif dans les états financiers.

Nous certifions que, les états financiers de synthèse (bilan, compte de résultat, Tableau Financier des Ressources et des Emplois (TAFIRE) et l'état annexé) sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice de douze mois clos le 31 décembre 1998, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société pour l'excercice clos à cette date conformément aux principes comptables du SYSCOA en vigueur en Côte d'Ivoire depuis le 1er janvier 1998.

2/ Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes généralement admises en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers de synthèse.

Abidjan, le 21 mai 1999

Price Waterhouse	C.C.C.A
Joseph Yao Koffi	Christian Marmignon
Expert-Comptable Diplomé	Associé

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre Rapport Spécial afférent aux opérations visées aux articles 438 et suivants de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE du traité OHADA, c'est-à-dire intervenues soit avec des membres du Conseil d'administration, soit avec des sociétés ayant avec la vôtre Administrateurs ou personnel de direction communs.

1/ Convention réglementée conclue au cours de l'exercice

Votre Conseil d'Administration nous a avisés, au titre de l'exercice 1998, de l'acquisition de titres des Etablissements Gonfreville cédés par la Compagnie OPTORG pour F.CFA 54 654 000.

2/ Conventions réglementées conclues antérieurement et poursuivies au cours de l'exercice

Par ailleurs, nous avons constaté la poursuite d'opérations antérieurement approuvées ou entrant dans le cadre normal des activités réciproques avec des sociétés du groupe :

- Accords résultant de la convention, en date du 9 mars 1964, qui a donné naissance à un "Organisme commun des Filiales d'Afrique de la Compagnie OPTORG", étant rappelé qu'il s'agit d'une assistance mutuelle entre les diverses filiales du Groupe. Les frais réels et justifiés engagés par cet organisme pour le compte commun des sociétés adhérentes sont répartis entre ces dernières.

Cette convention a fait l'objet d'un avenant, le 7 avril 1995, pour tenir compte de la réduction du nombre des filiales et des activités concernées. La rémunération a été fixée à 1,3% du chiffre d' affaires hors taxes.

- Rémunération en tant que commissionnaire-acheteur de la Compagnie OPTORG, étant souligné que cette dernière opération est traitée à des conditions normales.
Le contrat a fait l'objet d'un avenant, le 29 novembre 1983, fixant la rémunération à 5% de la valeur FOB des achats de toutes marchandises expédiées par voie aérienne ou par voie maritime.

- Rémunération des fonctions de direction attribuée au Président du Conseil d'Administration.

Il vous appartiendra, conformément à la Loi et aux Statuts, de prendre acte du présent rapport spécial.

Abidjan, le 21 mai 1999

Price Waterhouse
Joseph Yao Koffi
Expert-Comptable
Diplômé

C.C.CA
Christian Marmignon
Associé

TEXTE DES RESOLUTIONS

N MATIÈRE ORDINAIRE

PREMIÈRE RESOLUTION

assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport général s Commissaires aux Comptes, et pris connaissance des comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 1998, les prouve tels qu'ils lui ont été présentés.

DEUXIEME RESOLUTION

ıssemblée générale décide d'affecter :

* Le bénéfice de l' exercice de	1.536.464.548 F CFA
* augmenté du report à nouveau	5.397.298.772 F CFA
* formant un bénéfice disponible de	6.933.763.320 F CFA
* à la réserve générale	1.000.000.000 F CFA
* à la distribution d'un dividende (soit 1.250 F CFA brut par action)	200.000.000 F CFA
* Le solde au report à nouveau, porté à :	5.733.763.320 F CFA

sera ainsi distribué aux actionnaires un dividende global brut de 200.000.000 F CFA, soit 1.250 FCFA brut r action, assujetti à l'IRVM par retenue à la source.
e dividende sera mis en distribution sur décision du Président Directeur Général au plus tard le 30 juin 1999.

TROISIEME RESOLUTION

ıssemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes visé l'article 438 du traité relatif à l'harmonisation du droit des affaires, approuve les conventions mentionnées dit rapport.

QUATRIEME RESOLUTION

ıssemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Pierre IPAUD LAGO, et pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de xercice clos le 31 Décembre 2004 et devant se tenir en 2005.

CINQUIEME RESOLUTION

ssemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de la société SIPF, et ce pour une durée six années , soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'excercice clos le 31 cembre 2004 et devant se tenir en 2005. Monsieur Moussa KONATE restant représentant permanent de SIPF.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat d'administrateur de la société ONA INTERNATIONAL, et ce pour une durée de six années, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à approuver les comptes de l'excercice clos le 31 Décembre 2004 et devant se tenir en 2005. Monsieur Jean-Jacques DELORT restant représentant permanent de ONA INTERNATIONAL.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, en remplacement de Monsieur André FERRAS, démissionnaire, de ratifier la cooptation de Monsieur Mickélic LE BIGOT en qualité d'administrateur et ce pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale devant se réunir en 2001 et appelée à statuer sur les comptes de l'excercice clos le 31 Décembre 2000.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne quitus au Conseil d'Administration de sa gestion à la date du 31 Décembre 1998.

EN MATIERE EXTRAORDINAIRE

NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la Société. Les ETABLISSEMENTS PEYRISSAC COTE D'IVOIRE s'appelleront désormais "PEYRISSAC COTE D'IVOIRE "

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de mettre en harmonie les statuts avec les dispositions de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, dans le cadre de l'OHADA.

ONZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale adopte les statuts mis en conformité avec les dispositions du traité OHADA et dont un exemplaire demeurera annexé au présent procés-verbal.

DOUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne en conséquence tous pouvoirs au Président Directeur Général pour signer les nouveaux statuts qui régiront seuls la société à l'avenir, par devant Notaire à ABIDJAN, conformément aux dispositions de l'article 10 dudit Traité OHADA.

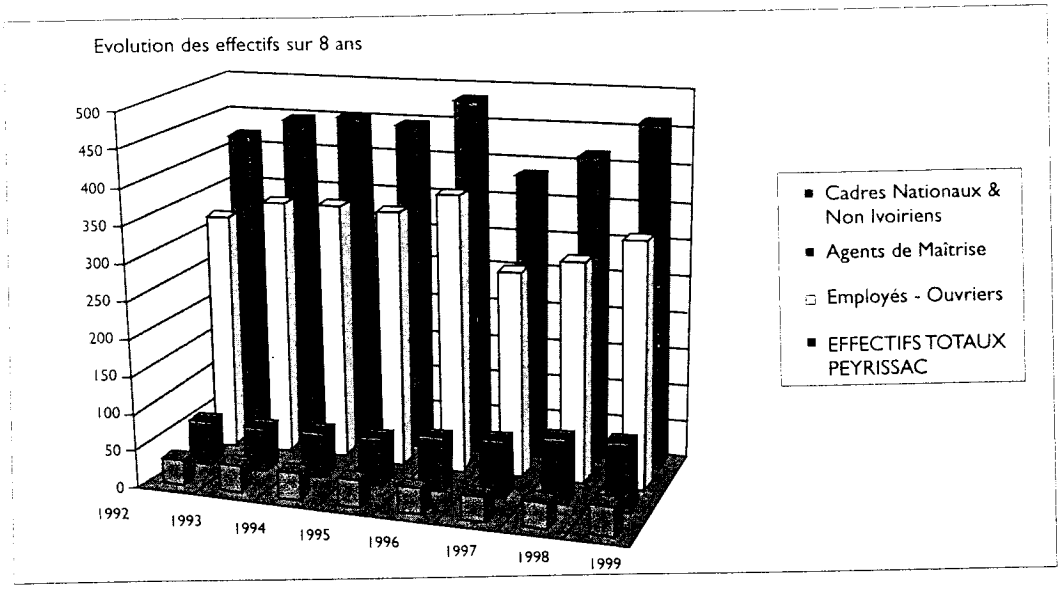
TREIZIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous les pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

AUTRES CHIFFRES ET INDICATEURS...

EVOLUTION DES EFFECTIFS SUR 8 ANS

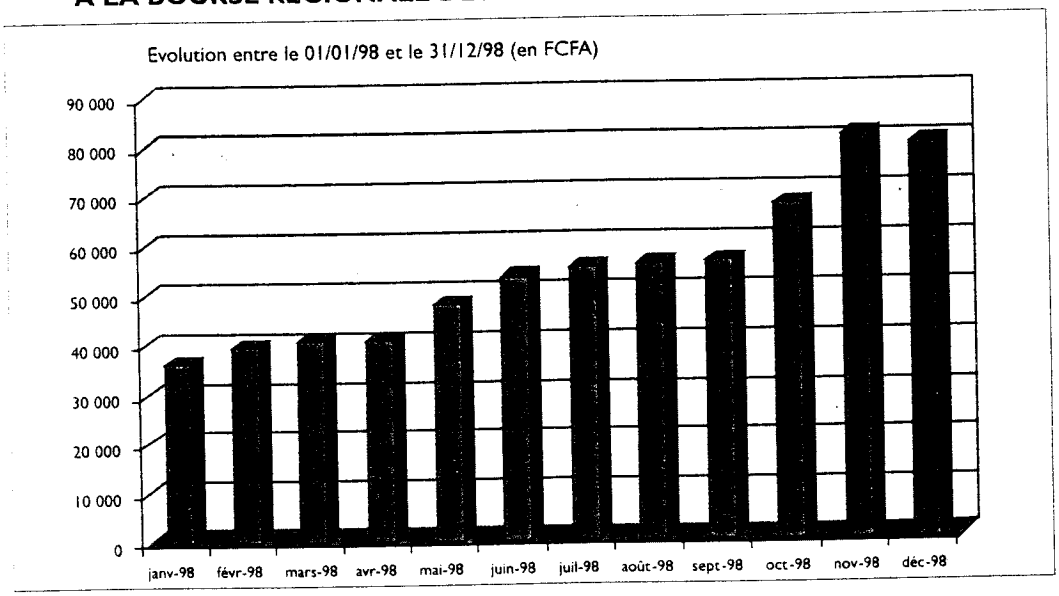
CATEGORIES	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Cadres Nationaux & Non Ivoiriens	37	37	38	36	34	33	34	40
Agents de Maîtrise	61	61	64	65	73	79	88	92
Employés - Ouvriers	324	350	352	348	376	278	297	331
EFFECTIFS TOTAUX PEYRISSAC	422	448	454	449	483	390	419	463



- 1991 - 1995 : augmentation des effectifs liée à la forte progression de l'activité BIP'ASSISTANCE.
- 1995 : ouverture du Département HYUNDAI IVOIRE MOTORS.
- 1996 : cession BIP'ASSISTANCE.
- 1998 : restructuration et développement des activités automobiles.

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION PEYRISSAC A LA BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

DATE	COURS
01-janv-98	36 550
01-fév-98	40 000
01-mars-98	41 100
01-avr-98	41 100
01-mai-98	48 100
01-juin-98	53 570
01-juil-98	55 470
01-août-98	56 400
01-sep-98	56 550
01-oct-98	68 000
01-nov-98	82 000
01-déc-98	80 000
31-déc-98	80 000



- forte progression de 119% du titre PEYRISSAC en 1998, qui est passé de 36 550 FCFA à 80 000 FCFA avec un cours au plus haut à 82 000 FCFA en Décembre.
- la capitalisation boursière a évolué parallèlement de 5,848 milliards à 12,800 milliards
- à l'inverse, la forte appréciation de l'action PEYRISSAC n'a permis qu'un volume d'échanges limité à 1 530 titres entre le 16 Septembre, date de l'ouverture officielle de la BRVM, et le 31 Décembre 1998.